

## Déclaration du Conseil national du PCF – 20 juin 2016

---

L'énorme manifestation du 14 juin a montré que la mobilisation contre la loi travail est plus forte que jamais. Le refus de voir pulvérisées les protections qu'ont gagnées les salarié-e-s grâce à leurs luttes et aux conquêtes politiques de la gauche continue d'être largement majoritaire dans une opinion publique acquise au soutien de ce mouvement.

Ces mobilisations, les manifestations, les grèves et formes d'actions diverses utilisées par les salarié-e-s et les citoyen-ne-s, à l'appel d'un front syndical qui s'élargit et des organisations de jeunesse, sont totalement légitimes. Elles sont empreintes de la responsabilité, du refus de la violence et des provocations.

Alors que la mobilisation se poursuit depuis plus de quatre mois, l'opinion publique continue de la soutenir malgré les difficultés qu'elle entraîne, malgré les violences des casseurs en marge des défilés, celles de la police à l'encontre de manifestants pacifiques et du public et en dépit de la campagne haineuse contre la CGT. C'est que la population, les salarié-e-s, les jeunes n'acceptent pas cette fragilisation massive que l'on veut leur imposer, cette généralisation de la précarité et du dumping social contenues dans la loi El Khomri, dans un pays qui crée plus de richesses que jamais.

La mobilisation a déjà payé, elle peut l'emporter. Le Parti communiste appelle à participer aux mobilisations des 23 et 28 juin prochains et à étendre la solidarité avec le mouvement et les actions grévistes.

Plutôt que de reconnaître la réalité de ce mouvement, le gouvernement et le président de la République s'enferment dans le déni, le mépris, l'autoritarisme pour faire passer en force leur projet. Incapables de trouver une majorité parlementaire, ils veulent renouveler l'utilisation du 49-3 pour empêcher le débat. L'opération qui consiste à laisser la droite faire le sale boulot au Sénat, malgré le combat offensif des seuls sénateurs et sénatrices communistes, a pour objectif de rendre acceptable auprès de l'opinion sa loi comme un moindre mal. Ils restent, malgré cette manœuvre, incapables de trouver un soutien populaire, ils mènent campagne contre la CGT et les syndicats, utilisent la division, le mensonge, la menace. Ils s'appuient sur les violences totalement condamnables des casseurs pour faire un amalgame odieux entre eux et les manifestants, entre les terroristes qui viennent de se livrer à d'abjects assassinats et la CGT. Ils menacent d'utiliser des armes inconstitutionnelles comme l'interdiction des manifestations. C'est inacceptable.

Le Parti communiste alerte l'opinion sur les dangers ouverts par l'attitude irresponsable du pouvoir. Cette attitude est totalement comptable du blocage que connaît le pays, blocage qui peut être immédiatement levé si le gouvernement suspend le débat parlementaire sur la loi travail et ouvre la négociation avec les syndicats.

D'autres choix sont possibles. Nos parlementaires, au Sénat et à l'Assemblée nationale, mènent la bataille avec, sur toutes les questions en débat, des contre-propositions. La loi El Khomri est la loi du Medef. C'est aussi une loi directement dictée par les institutions européennes. Pour combattre le chômage et le dumping social, nous avons besoin d'une loi de sécurisation de l'emploi et de la formation, d'une réduction du temps de travail, de lutter contre les coûts de la finance et du capital, comme celle qu'élaborent les parlementaires communistes.

L'entêtement du gouvernement est une preuve qu'il est aux abois, lâché par celles et ceux qui l'ont

porté au pouvoir. Il provoque la rancœur, ouvre le risque d'une radicalisation, de fractures irréparables dans la société, de violences. D'une mise en cause de l'État de droit.

L'obstination du gouvernement ouvre la porte à la droite extrémisée et à l'extrême droite pour s'emparer du pouvoir dans moins d'un an et mettre en œuvre une politique de régressions sociales et démocratiques incommensurables.

Devant cet immense danger, la mobilisation sociale en cours contre la destruction du Code du travail est une chance pour la France et pour la gauche. Face à l'autoritarisme du gouvernement, elle porte une logique d'espoir pour la défense des principes d'égalité et de solidarité, fondements de notre pacte républicain. Face à l'exploitation des peurs et des divisions de la société française, elle défend l'action collective des salarié-e-s, de la jeunesse, des citoyen-ne-s. C'est pourquoi, le PCF appelle à la soutenir et à se rassembler.

Le Parti communiste renouvelle l'appel à construire un nouveau Front populaire et citoyen. Il est temps d'ouvrir ensemble un débat populaire et citoyen pour définir un pacte d'engagements communs pour le pays.

## Conseil national – 17 juin 2016 – Résumé de la discussion

---

### Jarry Karine – Seine-et-Marne

D'accord sur propositions pour le CEN et nécessité de travailler à la participation concrète des membres du CN (réflexions décisions nationales et activité) pour mise en œuvre des décisions du congrès. Affaiblissement de notre implantation, forces, positions électorales ces dernières années supposent que nous soyons disponibles pour contribuer à l'engagement du plus grand nombre dans les départements dans le contexte rappelé fait de potentialités réelles mais aussi de doutes et contradictions sur la possibilité de nous engager résolument dans la mise en œuvre de notre feuille de route. Réduire la distance entre nos initiatives nationales souvent perçues positivement et notre capacité à faire vivre dans nos territoires. L'enjeu est considérable pour que notre parti soit réellement audible pour nombre de progressistes qui dans leur diversité sont en recherche d'une issue positive dans un contexte général lourd de dangers.

### Marie-Christine Burricand – Rhône

3 mois pour installer l'exécutif c'est long d'autant qu'il y a des urgences sociales. Je suis étonnée de l'inquiétude de certains face à la radicalisation du mouvement social. Ce serait dangereux de vouloir enfermer le mouvement contre la loi El Khomri dans des visées électorales. Ce mouvement est une chance contre la droite, il met le gouvernement en difficulté. Il résiste à la criminalisation, la provocation, la répression. Le danger, il est du côté de ceux qui ne sortent pas, qui ont déjà décidé de ne plus voter, de voter à droite ou FN. Il y a 4 fois plus de signataires de la pétition pour le retrait de la loi sur le marché du centre que sur celui des Minguettes à Venissieux. Le PCF doit aider à traiter des questions de la violence et de l'élargissement. Comment aider les précaires et les privés d'emploi à prendre leur place ? Je souscris à une déclaration du Conseil national.

### Paul Barbazange – Hérault

Ayant préparé une intervention plus générale avec ma fédération, je demande une possibilité de réintervenir plus tard. Sur le rapport de Pierre : je ne me retrouve pas dans l'équilibre. Nous avons besoin d'une réorganisation de la vie du Parti. De la cellule à la fédération en passant par la section et ce dans cet ordre. C'est dans la proximité et le vécu des exploités que nous redonneront l'activité de notre parti. Il faut consacrer à cela toute notre énergie de direction nationale. Renouveler en profondeur un mode de fonctionnement.

### Annie Levi-Cyferman – Meurthe-et-Moselle

Je tiens à me présenter puisque je suis nouvellement élue au CN. Je viens de Meurthe-et-Moselle, adjointe dans la 2<sup>e</sup> ville du département. Je m'occupe de la politique de la ville et suis particulièrement attentive à ces quartiers des fois en désespérance politique qui ne votent pas et ne se mobilisent pas, sur lequel notre parti doit porter une attention particulière. Je suis par ailleurs avocate.

### **Pierre Lacaze – Haute-Garonne**

Les provocations de Valls et Hollande scandaleuses sur la CGT et la liberté de manifestation doivent être relevées avec force par le Parti. On ne gouverne pas la France au 49.3 et il faut insister à nouveau sur l'isolement du gouvernement. Ce gouvernement est minoritaire, il a tenté d'ignorer la CGT puis de la stigmatiser et il a laissé faire les casseurs. Lançons un appel du PCF, condamnant les propos du Premier ministre ouvert au plus grand nombre. Sur les impasses pour la gauche des candidatures Macron, Hollande et Mélenchon choisies par les médias et le gouvernement nous devons affirmer plus fort notre démarche. Comme pour les autres forces politiques, lançons un appel à candidature pour la présidentielle dans le PCF.

### **Nathalie Vermorel – Saône-et-Loire**

Suite à l'évolution des textes de congrès, la direction doit solliciter les fédérations pour s'assurer de l'appropriation des orientations par les adhérents. Concernant les législatives, nous n'avons défini ni le calendrier, ni le modus opérandi. Il y a même contradiction à dire dans le même texte qu'il convient de travailler à construire des pactes de projet commun dans le cadre d'un large rassemblement et de partir en campagne avec nos candidats. Pour l'instant, il conviendrait que les communistes identifient les circonscriptions gagnables où nous devrions concentrer nos forces, travaillent à constituer un vivier de candidats communistes que nous devons mettre en avant dès aujourd'hui afin qu'ils soient investis non seulement par le PCF mais les collectifs qui porteront leurs candidatures.

### **Jean-François Bolzinger – Yvelines**

On est passé des promesses électorales de Hollande de guerre à la finance à une guerre au mouvement social. Plus la mobilisation s'amplifie, plus le pouvoir se radicalise et montre au capital qu'il mènera ses réformes coûte que coûte. A cette radicalisation nous devons répondre par notre démarche de rassemblement. La culture majoritaire se joue là aussi. Au plan politique, la radicalisation a lieu autour de l'idée de deux gauches irréconciliables (cf. Le Mans). Nous sommes pris en sandwich par Hollande et Mélenchon et la capacité du Parti à débattre notamment avec la consultation avec les salariés et la population est décisive pour faire bouger les lignes. Mélenchon est inopérant pour rassembler les électeurs socialistes déçus. La lisibilité du Parti se joue sur le fait d'être le meilleur artisan d'un candidat unique de gauche alternative avec un processus collectif gagnant. Nous avons besoin d'une nouvelle approche sur notre intervention à l'entreprise - ni syndicalisme mais ni associatif ni écologique - qui s'attaque au pouvoir économique pour changer le système et qui aide les salariés à redonner du sens à leur travail.

### **Nathalie Marchand – Somme**

Etre dirigeant c'est avant tout travailler à la mise en œuvre de la politique définie majoritairement par le PCF. Dans la période difficile que nous vivons, le radicalisme s'installe autant à la CGT que dans notre parti. Pour porter nos objectifs et nos valeurs, nous avons besoin de nous rassembler et de nous unir dans des rapports fraternels, de proximité, être utile et unitaire dans notre parti.

Ainsi, la proposition d'une charte de vie du PCF, tout comme élaborer le travail d'un livret d'accueil en direction de nos adhérents et des futurs, et en favorisant un espace d'accueil et de débats politiques. Pour finir, nous avons besoin de travailler en amont sur les questions des législatives et non pas attendre d'être élu pour se former. Les lois se succèdent et nous devons très souvent agir dans l'urgence, cependant il nous faut réactualiser nos connaissances et avoir un espace dédié aux savoirs, à la création et penser, créer le travail, son statut, la formation professionnelle : question majeure pour le peuple.

### **Franck Mouly – Seine-et-Marne**

Nous sortons d'un congrès, mais nombre de communistes sont déboussolés. Nous avons dit que compte tenu de la gravité de la situation, le rassemblement du courant réformiste et du courant transformateur était indispensable : « *Quand les blés sont sous la grêle/ Fou qui fait le délicat* ». Mais il faut se souvenir aussi des vers qui suivent : « *Fou qui songe à ses querelles / Au cœur du commun combat* ». Avec le PS, s'agit-il d'une « *querelle* » qui nous tiendrait à l'écart du « *commun combat* » ? Ou s'agit-il de quelque chose de plus sérieux ? Si beaucoup de communistes ont appelé à une rupture nette avec le PS, c'est parce que les forces réellement réformistes à gauche sont désormais ailleurs. Dans le Front de gauche, et c'est avec elles que nous avons une « *querelle* » à laquelle il va bien falloir trouver une issue pour mener « *le commun combat* ». Mais aussi en dehors des forces constituées, désemparées, éloignées des urnes. Il faut leur fournir un espoir, une perspective et un cadre : c'est pourquoi il faut de toute urgence mettre en œuvre la décision de congrès de réactiver les Assemblées citoyennes dans tout le pays.

### **Marine Roussillon – Paris**

Pour faire émerger une solution politique avant 2017, nous avons besoin de nous mettre en ordre de marche, sans attendre la rentrée. Depuis longtemps, nous parlons de la nécessité de composer nos directions en fonction des tâches à remplir. Nous n'y sommes pas parvenus. La constitution d'un organigramme du CN doit être notre priorité. La présidence du CN doit préparer les débats, s'assurer de l'information de tous et vérifier la mise en œuvre de nos décisions. Pour réussir la construction du pacte d'engagement commun, le travail sur le projet doit prendre une importance nouvelle, en articulant bataille des idées et bataille des pouvoirs.

Face au divorce entre les « professions intellectuelles » et le PS, nous avons la responsabilité d'offrir un espace d'implication politique à tous ceux dont le travail est de penser et de créer. Pour l'instant, nous tenons sur ces questions un discours contradictoire. Défendons-nous les savoirs et la création parce qu'ils seraient spontanément émancipateurs, ou nous appuyons-nous sur les contradictions entre leur potentiel émancipateur et leurs usages au service de l'exploitation ? Nous ne pouvons continuer à traiter la culture, l'éducation comme des questions destinées aux enseignants et aux intellos. Nous pouvons faire des questions de formation, de qualification et de création un terrain privilégié du rassemblement de classe dont nous avons besoin pour reconstruire une perspective à gauche.

### **Pierric Annoot – Hauts de Seine**

La violente charge de Valls et Hollande contre le mouvement social doit appeler des réponses fortes pour ne pas les laisser nous marginaliser. En tant que parti, proposons aux forces de gauche une initiative ou expression commune pour dénoncer la remise en cause du droit de manifester, étendre la mobilisation à tous les démocrates contre ce coup de force. Sur le CN, besoin d'en faire un véritable lieu d'animation et de production nationale. Suite au congrès nous avons construit une démarche pour 2017 qui ne va pas au-delà. Nous ne sommes pas non plus allés au bout des débats sur 99 %, sur le Parti que nous voulons être, son identité de classe... Ouvrir aussi réflexion sur statuts et textes alternatifs qui poussent au fonctionnement en tendance et ne permettent pas de construire du commun.

### **Hélène Bidard – Paris**

Nous devons sortir de ce congrès avec un PCF en dynamique. Or j'ai 3 inquiétudes face à la direction présentée. 1) Quid du travail dans les directions sur les questions LGBT ? 2) Sur les responsabilités des secteurs Travail et Industrie dans la situation actuelle, le PCF doit être pleinement à disposition du mouvement social. Nous ne pouvons attendre la rentrée pour avoir des responsables sur ce sujet pour animer le travail. 3) Sur égalité femmes/hommes nous avons besoin de changement dans nos pratiques : porte parolat paritaire, formation du CEN sur égalité et lutte contre le sexisme. Faisons de la lutte contre le patriarcat une colonne vertébrale de nos actions.

### **Medhi Mokrani – Val-de-Marne**

Nous travaillons les directions à l'envers, nous sommes à la fois les champions du questionnement interne et de l'ouverture de parole par le biais de consultations individuelles des camarades membres de nos structures de direction, et nous nous acharnons à construire nos directions sans prendre en compte les éléments issus de ces consultations. En faisant cela, nous reproduisons des formes d'organisation des directions qui ne fonctionnent pas. Je propose la mise en place, en parallèle de l'exécutif et de la présidence du CN dont j'appuie l'idée qu'elle s'organise autour de responsabilités thématiques pouvant conduire à une autre organisation de nos conseils nationaux, d'un groupe de travail indépendant des directions, composé de membre du CN qui aurait pour charge d'observer le fonctionnement de cette structure en lien avec les éléments issus des consultations. Ce groupe de travail pourrait veiller au fonctionnement général et formuler des propositions de fonctionnement sur lesquelles l'exécutif, pris par ses autres tâches n'a pas la possibilité de réfléchir.

### **Lydia Samarbakhsh – Paris**

Le groupe chargé autour de Pierre de vous présenter cette proposition de composition du CEN a été animé de la préoccupation de mettre le CN en situation de réelle mise en œuvre des décisions de congrès en le dotant d'un exécutif composé de camarades aux compétences et expériences variées, disposés à travailler collectivement avec des méthodes renouvelées, en tenant compte des contraintes des non permanents et des « provinciaux ».

Ce CEN devra lui-même être animé d'un esprit d'équipe fondé sur la confiance mutuelle des tâches distribuées et endossées par chacun-e dans et hors du CEN ; et nous n'aurons pas trop des

mois d'été pour consulter l'ensemble des membres du CN afin de définir ensemble la place qu'ils et elles souhaitent prendre dans la direction nationale. Tout le monde devra apprendre à travailler avec les un-e-s et les autres, et le faire sans a priori d'aucune sorte. C'est la leçon que nous tirons de notre expérience au secteur International dont la commission se réunit le 9 juillet prochain pour concrétiser, dans notre fonctionnement, la nouvelle phase de son redéploiement que nous abordons maintenant.

### **Denis Durand – Paris**

Face à la montée des périls, le PCF est debout. Le congrès a pris des décisions, la nouvelle direction a pour mission de les mettre en œuvre. Face aux forces de division cultivées par Mélenchon, affirmer avec audace les idées communistes est indispensable pour rassembler les écologistes (création monétaire pour financer la transition écologique), la gauche réformiste (s'attaquer au pouvoir de l'argent car les mesures pûrement fiscales et réglementaires ne sont plus crédibles), les citoyens qui aspirent à une refondation de l'Europe.

Il faut donc que dans les rencontres sur la construction d'un pacte d'engagements partagés ces idées soient explicitement présentes sous forme d'objectifs de luttes et de propositions institutionnelles concrètes : la proposition pour une loi de sécurisation de l'emploi et de la formation, le Fonds européen pour les services publics. Ou encore, un autre crédit bancaire, car une autre politique monétaire est indispensable si, par exemple, on veut vaincre vraiment l'évasion fiscale.

### **Paul Barbazange – Hérault**

Marie-Christine Burrinand vient de proposer analyse et perspectives. Ne nous quittons pas sans adresse au Parti et à la population pour le succès du mouvement et la solidarité matérielle à cette "levée en masse". Écoutons nos camarades. Qu'avons-nous décidé pour la prochaine séquence luttes/élections ? Quel calendrier ? En novembre, Mélenchon en sera à son 8<sup>e</sup> mois de campagne. Elle pourrait servir de refuge à bien des lutteurs en déshérence alors qu'entre lui et le peuple, prospère ce qu'il y a de pire dans la V<sup>e</sup> République. Nous avons besoin tout de suite d'un candidat de rupture avec le capitalisme. Faisons surgir des fédérations des candidatures jeunes, engagées dans l'affrontement de classe. Nouvelle séquence, nouvelles têtes. Que Martinez, soit le candidat de la classe ouvrière et des exploités. Bousculons-nous !

### **Pascal Joly – Val-de-Marne**

Depuis la rencontre entre Martinez/El Khomri. Confirmation du choix du gouvernement. Rapport de force/épreuve de force. Recherche du consensus politique durable, nécessité recomposition politique et syndicale. A la faveur du conflit sur la loi travail, le pouvoir fait le constat que l'intégration idéologique ne fonctionne pas. Alors utilisation de la répression de masse, jusqu'à envisager l'interdiction des manifestations. Beaucoup de militants de la CGT en font les frais, répression de masse. Je partage vraiment la décision du congrès sur le travail politique en direction des entreprises. Dans la situation actuelle, il y a des syndicalistes qui sont en recherche d'une traduction politique. Le PCF doit prendre une initiative forte en leur direction. Le PCF a

besoin de faire des propositions fortes en direction des syndicalistes en matière de démocratie sociale.

### **Vincent Bouget – Gard**

Je veux saluer les dernières interventions médiatiques de Pierre Laurent. Claires et fermes, elles ont été très appréciées. Je souscris à l'idée d'une déclaration du CN sur les atteintes à la démocratie. A propos de notre feuille de route pour 2017, le tract l'annonçant a des formulations maladroites (surtitre notamment). Attention à ne pas tomber dans une ambiguïté par rapport à l'union de la gauche et préférer partir des contenus et des préoccupations populaires pour appeler à un candidat commun. Il faut aussi inclure la direction du PS dans notre dénonciation du pouvoir, car les prises de position nationales de ce parti sont inacceptables. Il faut organiser des débats publics avec les candidats déjà ou presque déclarés et porteurs de l'alternative, ne pas attendre. Enfin il faut travailler à une composition sociologique de nos directions à l'image de la société.

### **Jacques Maréchal – Moselle**

Nous devons articuler durant cette première réunion la nécessité d'organiser notre travail de direction et mettre en œuvre le plus rapidement possible les décisions de congrès.

A mes yeux, la réussite de notre consultation nationale est un enjeu important, et nous avons, à ce titre, comme direction nationale, un rôle important d'impulsion.

Les Communistes ont des attentes vis à vis de la nouvelle direction, il ne faut pas les décevoir. Nous devons poser des actes de direction visible des communistes.

A ce sujet, pourquoi ne pas décider d'une initiative nationale de déploiement de notre direction, ou chacun et chacune pourrait participer à une initiative en y associant les Communistes.

La mise en mouvement des adhérents est une question décisive.

### **Gilles Gourlot – Paris**

Il est souvent question du débouché politique au mouvement social. Je pense qu'il doit être un débouché en soi. La politisation de gens pour qui, la politique était un corps étranger est le moyen de peser sur le rapport de force. Le Parti doit être leur boîte à outils. Je propose d'ouvrir nos cellules à ceux-là pour discuter, agir, se former... le CN doit adresser une résolution. Hollande drappé dans son incompétence menace d'interdire les manifestations, cela constitue une ligne rouge au-delà de laquelle les libertés fondamentales sont un jeu dès lors la résistance à l'oppression devient un devoir.

### **Xavier Compain – Côtes-d'Armor**

Un travail plus collectif, plus national représentant la diversité des territoires, plus partagé appelle à réfléchir à l'implication, la réalisation de chacun et chacune dans la nouvelle direction nationale. Nos organisations, réseaux, nos secteurs touchent à la fois au local, national, à l'Europe, à



l'international. Il y a besoin de valoriser ce commun. A l'issue des choix de congrès, vie du Conseil national, projet et secteurs, dimension régionale reste à mettre au travail

### **Hervé Bramy – Seine-Saint-Denis**

Je souscris à la démarche globale proposée. Nous avons besoin d'une direction qui puisse agir avec plus d'efficacité pour rendre plus concrète et lisibles nos décisions, pour valoriser notre potentiel collectif intellectuel et d'action. Si tous les secteurs du CN ne peuvent être représentés alors il faut inventer, avec ces derniers, un dispositif qui permette une véritable prise en compte politique de leur apport créatif à la vie du Parti (type NDDL). Le projet politique issu de notre congrès dont l'écologie est un domaine conséquent doit faire l'objet d'une large appropriation. Nous avons inscrit les États généraux de l'Énergie, nous envisageons un mois pour la biodiversité, une journée nationale annuelle de « mobilisation communiste » ouverte à d'autres, sur un thème à définir... Il est nécessaire pour nous également de créer une dynamique d'engagement avec tous adhérent-e-s inscrit-e-s (plus de 300) à notre commission. Enfin, l'enjeu européen des luttes écologiques doit aussi se poursuivre avec le PGE. Une note au CEN sur la préservation de l'Arctique est en cours.

## Conseil national du 17 juin 2016 – Rapport introductif – Pierre Laurent

---

Cher-e-s camarades,

La première réunion de notre nouveau Conseil national a un unique ordre du jour : mettre en place notre dispositif de direction au service de la mise en œuvre de nos décisions de Congrès. Nous élirons la présidence de notre Conseil national, notre trésorier national et un Comité exécutif national. Je vais vous présenter mes propositions préparées avec l'aide du groupe de travail de 8 camarades que je vous avais proposé à l'issue du Congrès.

Les décisions que nous allons prendre aujourd'hui sont importantes pour deux raisons au moins :

- La première est que notre congrès a pris des décisions majeures et importantes et nombreuses. Leur mise en œuvre va demander beaucoup de travail.
- La seconde est que de très fortes exigences d'amélioration de notre travail d'animation et de direction s'expriment dans le Parti. Nous devons tâcher d'y répondre.

Je veux revenir brièvement sur ces deux questions.

Mais avant de rappeler synthétiquement le sens et la portée de nos décisions de Congrès, je veux souligner combien les événements de ces deux dernières semaines confirment l'acuité extrême de la bataille politique.

Le combat contre la loi El Khomri de précarisation du travail fait rage comme jamais.

Les manifestations du 14 juin ont été énormes, confirmant l'isolement du pouvoir. Un mouvement très large et très déterminé qui s'ancre dans tout le pays. Il façonne probablement dans la tête de millions de salariés la manière dont ils envisageront les prochaines échéances politiques de 2017.

Face à cela, le gouvernement vient de déclencher une énorme manipulation pour tenter d'occulter la mobilisation, et en même temps de l'amalgamer aux casseurs. C'est une opération de rare violence contre le mouvement syndical et politique qui conteste le projet de loi. Elle vise à discréditer le mouvement parce que le pouvoir a décidé de ne plus rien négocier du tout. L'objectif est en même temps de briser tout espoir de changement à gauche pour accélérer de possibles recompositions politiques, visant à une gestion consensuelle du système par une partie du PS et la droite.

Fébriles et aux abois, le Président de la République et le gouvernement viennent de franchir un nouveau pas extrêmement grave en multipliant les parallèles entre manifestants, CGT, casseurs et terroristes. Le jusqu'au-boutisme du gouvernement, qui s'accroche aux articles les plus libéraux du projet de loi en dit long sur son refus d'écouter le mouvement social. Ce jusqu'au-boutisme politique est aussi tourné contre les électeurs, militants, syndicalistes responsables socialistes qui refusent le cap de la politique actuelle.

Le gouvernement refuse toute sortie de crise, comme par exemple la suspension du débat parlementaire proposée par la CGT et par nous-mêmes.

Le gouvernement et le président de la République répètent à l'envi que la loi passera, qu'il ne cédera rien. Leur entêtement est destructeur sur une telle ligne de front, ils ne peuvent tenir qu'en exacerbant les tensions, les violences, les fractures.

« Ça passe ou ça casse », telle semble être leur méthode. Cela est vrai pour la loi El Khomri, cela est vrai aussi sur de nombreux autres sujets. Je pense aux candidats et à la fédération PS de la Sarthe qui ont refusé de se désister au deuxième tour de l'élection partielle départementale en faveur de Gilles Leproust, maire PCF d'Allonnes et Elen Debost, adjointe EELV du Mans. Permettez-moi de les féliciter encore pour leur élection qui n'était pas gagnée d'avance. Je pense à la criminalisation de 22 maires communistes comme Azzedine Taïbi accusé d'avoir choisi Marwan Barghouti comme citoyen d'honneur de leurs communes. Avec de nombreux camarades, j'étais devant le Tribunal administratif de Montreuil mardi dernier pour le soutenir. Je pense aux élus d'Avion dans le Pas-de-Calais, qui ont été convoqués au commissariat pour avoir fait annuler une expulsion locative. Je pense aux dizaines de militantes et militants communistes, jeunes, étudiants, syndicalistes qui ont été criminalisés dans la dernière période.

Tout cela peut aboutir à quoi ? A un double danger. Le premier est que la colère s'étouffe, que l'ordre revienne dans le désespoir. La rancœur serait alors terrible et seules l'extrême droite et une droite extrémisée en tireraient profit. Le deuxième danger, et les deux peuvent se conjuguer, c'est une sorte de radicalisation du conflit social, revendicatif et démocratique, dans une forme d'accès de colère violente sans perspective politique progressiste. Là encore, cela ouvrirait la voie à la droite et l'extrême droite à qui s'offrirait l'aubaine d'imposer au pays un recul social et démocratique indicible.

Hollande, Valls, Cambadélis, pratiquent la politique de la « terre de gauche brûlée ». Notre choix de congrès est de leur opposer la politique de la gauche debout. Cela va demander d'énormes efforts de constructions politiques de perspectives progressistes.

Tout cela est d'autant plus inquiétant que cela s'inscrit dans un contexte européen et mondial d'exacerbation des confrontations.

L'Europe va traverser des secousses très importantes avec les résultats du Brexit et des élections en Italie puis en Espagne, dans un contexte alourdi par l'assassinat d'une députée travailliste britannique.

Le massacre homophobe d'Orlando et l'assassinat d'un couple de policiers à Magnanville alourdissent encore ce climat. Ne mésestimons pas les conséquences de cette ambiance de terreur chez nos compatriotes. « Tenir bon contre la haine », avons-nous dit. Cela va être de plus en plus un combat, surtout quand à droite, au FN comme au gouvernement on attise au contraire les amalgames en tous genres.

Je suis allé mercredi à la cérémonie républicaine qu'organisaient les élus du conseil municipal de Magnanville devant le pavillon de Jean-Baptiste Salvaing et Jessica Schneider qui ont été sauvagement tués. Je veux rendre hommage à son maire, notre camarade Michel Lebouc, à ses équipes, à la population qui sont restées dignes, respectueuses de la douleur des familles, et qui demandent justice et non vengeance. Je veux remercier Colette Gergen et Julien Iborra qui ont accompagné Michel dans ces journées.

OoO

J'en viens au rappel de nos décisions de Congrès qui visent précisément à répondre à l'exacerbation de cette situation. Je veux le faire en soulignant la portée de nos décisions, mais en mesurant aussi l'exigence collective que va constituer leur mise en œuvre.

Notre congrès a adopté à une très large majorité trois textes importants : « Le temps du commun » à 81 %, notre résolution « Pour un nouveau Front populaire et citoyen » à 71 % et un relevé de décisions sur le Parti à 93 %.

Le premier texte affirme que face au monde capitaliste actuel peut s'ouvrir un chemin de solidarité, d'égalité, de paix et de partage. « Le temps du commun » dessine cinq enjeux majeurs de transformation de la société. Ce texte, qui marque une étape essentielle, appelle des mises en œuvre, des prolongements, des approfondissements en de nombreux domaines. Et surtout, nous voulons le faire vivre concrètement au service de la mise en mouvement progressiste de notre peuple pour de nouveaux choix de société. Nos travaux ont arrêté plusieurs décisions, comme par exemple, celle d'engager une campagne nationale contre le chômage, de tenir une convention nationale sur les enjeux de la culture, des savoirs et de la création, des états généraux sur les questions énergétiques, une journée nationale de travail sur les enjeux de la lutte contre le racisme et les discriminations, l'animation d'un vaste débat national sur la politique de la France en Europe.

Notre travail pour faire vivre ce projet appelle donc de très nombreuses élaborations et initiatives nouvelles.

Dans notre second texte, nous affirmons notre choix stratégique : construire un nouveau Front populaire et citoyen à vocation majoritaire, seul à même de conjuguer les dangers de la situation actuelle. C'est une perspective de congrès. Pour y parvenir, cela va appeler de la constance, dans la durée, pour construire dans la bataille d'idées et dans les luttes cette perspective de rassemblement. La poussée de la colère actuelle n'y suffira pas. Cela va être l'affaire de constructions politiques.

La responsabilité sur Conseil national, qui vient d'être élu, est de construire ce que nous avons décidé : une grande consultation citoyenne à la hauteur de nos ambitions, remplie par 500 000 citoyens ; la rédaction dans le dialogue et la construction avec toutes les forces disponibles d'ici à octobre d'un pacte d'engagements communs qui pourrait être le socle d'une candidature de gauche à l'élection présidentielle ; une votation citoyenne nationale, qui demandera la mise en place de milliers de bureaux de vote, d'ici à la fin octobre sur ce pacte.

A partir de cet immense travail politique et populaire, nous voulons pousser jusqu'au bout la possibilité d'une candidature large de la gauche du changement à l'élection présidentielle.

Nous entendons aussi construire partout les conditions de candidatures de progrès aux élections législatives, avec l'objectif d'élire le maximum de députés et de permettre la constitution d'un groupe de députés communistes renforcé à l'Assemblée nationale. Nous considérons cet objectif comme central.

La perspective doit être de construire des décisions sur ces échéances majeures lors de la conférence nationale que le congrès a convoquée pour le 5 novembre.

La mise en œuvre de ces décisions démarre sans attendre, avec deux débats de portée nationale, le 20 juin au Havre sur l'emploi, le 30 juin à Paris sur l'Europe et l'initiative de « L'Appel des 100 » le 28 juin, également à Paris.

Le travail et les contacts sur le pacte d'engagements communs doivent s'intensifier dès avant la mi-juillet.

Nous aurons deux rendez-vous importants à l'université d'été, à Angers, les 26, 27 et 28 août, et à la fête de l'Humanité, les 9, 10 et 11 septembre, qui doit être le grand rendez-vous national de la consultation.

Enfin, le relevé de décisions pour les transformations du Parti implique un plan de travail exigeant sur le développement du Parti, de sa vie démocratique et de son travail d'élaboration collective ; sur son organisation et son implantation, notamment parmi la jeunesse, dans les entreprises, dans les territoires urbains les plus populaires et les zones rurales ; sur la formation ; sur nos pratiques politiques et militantes de construction citoyenne ; sur notre communication ; sur la place du travail de nos élus dans nos constructions politiques ; sur la lutte contre le sexisme et pour l'égalité femmes-hommes dans notre parti et nos combats dans la société.

Tout cela appelle un dispositif de direction en conséquence. Je vous propose de travailler en deux étapes. Nous pourrions aujourd'hui élire le Comité exécutif national et une présidence du Conseil national qui seront chargés d'animer tout ce travail. Leur première tâche, sur la base d'une première répartition de travail, serait de conduire un travail de consultation et de construction de notre organigramme de travail avec l'ensemble des membres du Conseil national.

J'indiquerai donc dans ma proposition une première répartition de travail, mais l'organigramme de l'ensemble de notre dispositif de travail ne serait mis en place qu'en septembre, après cette période de consultation et de discussion. Je propose que cette période soit mise à profit pour que s'expriment les exigences sur ce qui doit changer, être amélioré, être modifié dans nos méthodes et pratiques de direction et dans nos dispositifs de direction, j'entends par là l'organigramme et les articulations de travail entre les différents secteurs.

Ma proposition concerne donc dans un premier temps le CEN, mais pas l'ensemble des secteurs de travail thématiques, ni l'ensemble des dispositions nécessaires pour le lien aux fédérations et aux régions qui doivent être construites tout l'été à venir. Je précise à ce propos que nous élisons au CN une partie des secrétaires fédéraux. Un certain nombre d'entre eux ne sont pas élus au CN. Nous proposons qu'ils soient invités aux travaux du Conseil national. Une réunion des secrétaires fédéraux se tiendra mercredi 22 juin.

Le CEN, que nous élirons, sera évidemment en premier lieu chargé d'animer la construction de cet organigramme collectif en lien avec la présidence du CN. Celle-ci devrait construire une présidence collective pour animer de manière beaucoup plus active le travail du Conseil national. La composition du CEN que je fais tient compte d'une exigence : celle d'une réunion hebdomadaire de cet organisme, et non tous les 15 jours comme précédemment. C'est à mes yeux la condition pour que le CEN soit pleinement le lieu d'animation politique de notre travail de direction au sein et au service du Conseil national. C'est important pour moi, car dans les faits, ce rôle politique était partagé au fil du temps entre le CEN et la coordination dans une confusion des rôles qui n'avait pas toujours aidé au partage de toutes nos décisions et à leur pleine efficacité.

Le CEN aura à décider de la coordination dont il souhaite se doter pour animer son travail. Nous souhaitons que celle-ci se limite à un rôle de coordinateur de travail sans se substituer à la pleine responsabilité politique du CEN et du CN. Cette pleine responsabilité politique du CN et du CEN est à construire collectivement. Elle est à mes yeux la condition de décisions réellement partagées. A l'aube des trois prochaines années de travail où les décisions politiques collectives à instruire et à trancher seront à l'évidence nombreuses et importantes.

La proposition que nous vous soumettons ne porte donc que sur la composition du CEN, qui sera seul en charge de l'animation politique et exécutive du travail collectif du CN. Elle comporte 36 noms : 18 femmes et 18 hommes à parité.

Le CEN qui avait été élu en 2013 comportait également 36 membres. 7 ne sont plus membres du CN : Eric Corbeaux, Yves Dimicoli, Gilles Garnier, Annie Mazet, Alain Obadia, Francis Parny, Véronique Sandoval. 4 autres, qui vont continuer d'exercer des tâches nationales, certains des tâches permanentes au siège, ne font pas partie de la liste que je vous propose, ceci afin de permettre le renouvellement du CEN. Je voudrais les remercier chacune et chacun pour leur implication et leur travail.

La liste que je vous propose comporte donc 25 membres sortants et 11 nouveaux membres, soit un renouvellement d'un tiers. J'ajoute que sur les 23 renouvelés, 9 avaient fait leur entrée au CEN il y a trois ans. Expérience et renouvellement se mêlent donc de manière raisonnable, et finalement assez indicateur pour un tel niveau de responsabilités.

Je vous propose donc la liste, 18 femmes : Eliane Assassi, Lydie Benoist, Céline Brulin, Laurence Cohen, Isabelle De Almeida, Cécile Dumas, Fabienne Haloui, Karina Kellner, Emilie Lecroq, Isabelle Lorand, Céline Malaisé, Anne Mesliand, Marine Roussillon, Anne Sabourin, Lydia Samarbakhsh, Nathalie Simonnet, Nathalie Vermorel, Marie-Pierre Vieu. Et 18 hommes qui sont : Patrice Bessac, Frédéric Boccara, Olivier Dartigolles, Pierre Dharréville, Jean-Louis Frostin, Frédéric Genevée, Fabien Guillaud-Bataille, Alain Hayot, Pierre Laurent, Patrick Le Hyaric, Yann Le Pollotec, Marc Brynhole, Jean-Charles Nègre, Christian Picquet, Denis Rondepierre, Guillaume Roubaud-Quashie, Pascal Savoldelli, Igor Zamichiei.

Tout le travail de répartition de cette équipe - parce que je pense que ça doit être une équipe - devra être affiné par le CEN. Beaucoup de camarades qui ne sont pas dans l'équipe du CEN que je propose devront et j'espère accepteront de prendre des responsabilités de caractère national. Je pense qu'un très grand nombre de membres du CN qui ne sont pas dans cette liste proposée ont évidemment toute leur place et un rôle important à jouer dans l'animation des tâches nationales du Parti. C'est l'objet du travail de cet été.

Sans attendre, parce qu'il s'agit de la vie du Parti, je souhaite faire quelques commentaires sur les responsabilités que pourrait assumer un certain nombre des membres du CEN au service du travail général du Parti et du CN :

**Isabelle De Almeida** pourrait être reconduite à la présidence du CN, si vous le votez, avec comme engagement de repenser le travail d'animation de la présidence, un travail plus collectif avec des membres du CN. Elle conduira aussi le travail de reconstruction et d'animation du secteur entreprises.

**Frédéric Boccara** : vous le savez Yves Dimicoli a quitté le CN. Il a aidé à ce qu'une nouvelle équipe soit mise en place au secteur économique composée de Frédéric Boccara, qui siège au CEN, Denis Durand et Jean-Marc Durand.

**Olivier Dartigolles**, que je propose de confirmer comme un des porte-parole du Parti, pourrait travailler à construire un porte-parolat collectif, diversifié et féminisé. Cette question fait partie des sujets de travail de cet été, pour déboucher à la rentrée sur des propositions nouvelles, féminisées de porte-parolat collectif du Parti. C'est un enjeu politique et médiatique pour notre manière de fonctionner. Par ailleurs, Olivier, qui avait la responsabilité du texte sur 2017 au congrès, pourrait poursuivre et animer notre travail de construction à gauche dans la perspective

de la mise en œuvre du pacte d'engagement commun et de la votation citoyenne, qui va demander dès maintenant une très grande mobilisation de toutes les fédérations, de toutes les sections. Il prendrait en charge avec **Marie-Pierre Vieu** les relations extérieures du Parti, secteur à développer et à construire.

**Pierre Dharréville** pourrait prendre en charge le secteur de la communication du Parti, pour lequel nous voulons renouveler en profondeur notre conception. Il y a un énorme travail. Et avant de prendre des décisions sur l'organigramme qui entourera Pierre, il nous faut mener une phase de travail pour bien définir la manière dont nous allons engager les choses.

**Jean-Louis Frostin** garderait le secteur de la formation du Parti, auquel nous voulons accorder beaucoup d'importance. Il prendrait aussi le secteur de la diffusion de *l'Humanité*; Sur le secteur de la formation il y a déjà une équipe en place, avec dans cette équipe **Guillaume Roubaud-Quashie**, qui est au CEN et qui jouera un rôle important aux côtés de Jean-Louis Frostin dans la conduite du travail de formation.

**Frédéric Genevée** garderait le secteur des Archives et de la mémoire, qu'il assumait déjà de bonne manière.

**Alain Hayot**, qui a participé au projet, pourrait continuer à faire partie de l'équipe qui va continuer à animer ce travail collectif, et serait chargé à la tête du secteur culture, de diriger la mise en œuvre de la convention sur ces enjeux, que nous voulons tenir avec une ampleur importante.

**Patrick Le Hyaric**, directeur de *l'Humanité* et député européen.

**Yann Le Pollotec**, qui a mis en œuvre un travail nouveau et innovant dans le Parti sur les questions de la révolution numérique, prendrait pleinement et totalement en charge cette question, dans ses différentes dimensions. C'est-à-dire à la fois la révolution numérique et l'enjeu politique que cela constitue dans la société, mais aussi nous aiderait à conduire une réflexion sur les conséquences de la révolution numérique sur nos propres pratiques politiques et sur nos propres outils et dispositifs de travail.

**Marc Brynhole**, qui a conduit le travail qui a abouti au texte « Le temps du commun » continuerait à s'y investir. Il conduirait un travail de relance, d'amplification, de réorganisation de tout le travail intellectuel, de lien avec les Fondations, les revues, nos publications.

**Jean-Charles Nègre** continuerait à coordonner le pôle moyens et ressources du Parti.

**Denis Rondepierre** poursuivrait à assurer la coordination du travail de l'Exécutif.

**Pascal Savoldelli** poursuivrait le travail d'animation du secteur des élections, qui pourrait être renforcé par **Lydie Benoist** et **Julien Iborra**.

**Igor Zamichiei** coordonnerait le travail sur le projet.

**Eliane Assassi** assure le lien avec notre travail parlementaire.

**Lydie Benoist** continuerait d'assurer la responsabilité de l'accueil sécurité dans le Parti.

**Laurence Cohen** continuera sur la bataille féministe du Parti, à faire vivre dans toutes ses dimensions l'égalité femmes/hommes.

**Fabienne Haloui** continuerait d'animer le travail sur les luttes contre le racisme, les discriminations, l'antisémitisme et toutes formes de racisme.

**Emilie Lecroq** animerait le travail de la vie du Parti.

**Isabelle Lorand**, qui a construit les rencontres Niemeyer, poursuivrait sur cette question.

**Anne Mesliand** qui s'occupe du secteur recherche et enseignement rejoint le CEN.

**Marine Roussillon** poursuivrait le travail du secteur École.

**Anne Sabourin** aurait en charge la responsabilité de la bataille des questions européennes, Anne restera représentante du PCF au bureau exécutif du PGE, avec Vincent Boulet.

**Lydia Samarbakhsh** va continuer d'assumer les questions internationales avec Laurent Péréa comme adjoint.

Je propose donc d'élire Isabelle De Almeida comme présidente du CN et de confirmer Jean-Louis Le Moing comme trésorier du Parti.